Déclaration préalable impossible du CSAMJS du 09/09/2026

Cramés

Chaos climatique

Il y a quelques semaines, une radio luttant pour rester de service public diffusait une émission dont le titre était « on nous a volé notre été ». On ne sait pas qui est « on », on ne sait pas non plus qui est « nous ». Dans cette dilution des responsabilités chacun et chacune est un absent, un fantôme. Ce qui est sûr c'est ce que tous nous sommes restés sidérés devant les flammes et les tornades, écrasés sous la chaleur d'une canicule qui nous a mis à nouveau, brutalement face à l'urgence d'un changement de cap économique et politique, d'une planification de la sortie de l'exploitation des énergies responsables de l'effet de serre.

Alors que ces chaos climatiques tuent et créent une anxiété sans précédent, les guerres que continuent à se livrer les hommes pour des affaires d'étroites fiertés ont des impacts délétères pour le plus grand nombre. Dans ce contexte cramé, la haine ne doit pas être un horizon pour les élections présidentielles 2027 ; elle ne doit pas venir ajouter du brun aux paysages dévastés de notre monde.

Les premières victimes sont des salariées, des travailleurs, des personnes âgées, des précaires. La canicule a été dure pour les plus pauvres et indolore pour les nantis. Les agents des services de l'État n'ont pu que constater leur impuissance du fait de l'insuffisance des moyens, de l'aveuglement de la « *dette-qui-nécessite-des-coupes* » et nous pensons là en particulier aux pompiers et aux hôpitaux. Dans les services JS aussi il y a eu des coups de chaud : des locaux inadaptés, sans volets, des sollicitations des partenaires auxquels nous ne pouvions pas apporter de réponse.

DNO à sec

Les organisations de travailleurs, les syndicats donc, sont plus que jamais indispensables et cette année d'élections professionnelles est un enjeu pour tous. Ils rappellent que celles et ceux qui produisent les richesses, font tenir la société, sont légitimes à décider du sens à donner à leur travail, leurs métiers.

Ces perspectives, nos collègues en ont besoin, alors que leurs statuts et missions n'en finissent pas d'être mis à mal par la succession des dispositifs et la diminution des moyens. La Directive nationale d'orientation qui vient de sortir est en ce non-sens édifiante de creux. En ce temps de canicule où chaque effort coûte, pourquoi avoir perdu du temps à ne rien écrire qui nous oriente, ou qui soit le reflet de la richesse de nos pratiques sur le terrain ? C'est une répétition ad nauseam, et les seuls ajouts visibles sont consacrés à une part quantifiée des contrôles. Peut-on décemment donner à cela le nom d'orientation ? 10% en ACM, 11 % pour les services civiques... Ces injonctions sont irréalistes dans leur mise en œuvre, ignorante de la réalité des services et des partenaires et de leur manque criant de moyens. Et l'empilement de procédures n'a jamais construit une politique publique. Nous souscrivons à l'ambition de protéger les usagers, de développer les lieux d'accueil, d'améliorer la qualité éducative, de soutenir les efforts de qualification des encadrants, de prévenir toutes les formes de violences, mais nous contestons l'injonction à faire de la mission de contrôle la seule modalité reconnue et valorisée dans les services JES. La qualité et la continuité éducative, la protection des usagers c'est toute l'année.

Cette politique du chiffre fait également peser une menace sur la conception des contrats d'objectifs, qui rappelons le sont d'abord des outils construits par les agents exerçant des missions techniques et pédagogiques, supports pour un échange avec la hiérarchie, et non un outil d'injonction managériale.

Penser autrement les politiques publiques, faire cesser le travail empêché

Selon l'observatoire des inégalités 40 % des enfants ne partent pas en vacances. Les 5 canicules de l'été ont été un calvaire pour des enfants cantonnés dans des appartements surchauffés, empêchés de découvrir un autre monde ou de se rafraichir les idées. Cet abandon est un abandon public, sans mesure ni pourcentage des conséquences sociales et éducatives. Rien n'a été prévu pour celles et ceux qui sont les premières victimes du réchauffement climatique. Cet été caniculaire et ses conséquences sur les plus pauvres, parce qu'ils nous font entrer de plein fouet dans ce qui a été jusque-là ignoré, obligent à penser autrement les politiques publiques. Dans notre ministère nous avons les savoirs faire pour travailler ces sujets, et il est urgent de mettre en lien les actions des conseillers spécialiste en « éducation à l'environnement », celles des professeurs de sports impactés également, et ce moment dit « historique » que beaucoup n'ont pas attendu pour repenser leurs pratiques.

Mais la remise en cause de nos spécialités, l'absence criante de référence aux spécificités de nos métiers éducatifs dans la DNO ne montrent aucune volonté dans ce sens. Ce n'est pas la montée en force du régalien qui permettra de lutter contre les ruptures d'égalité sur le territoire. Nous avons besoin d'une autre ambition politique, qui inclura celle que nous appelons depuis plusieurs CSA MJS sur le périscolaire afin là aussi de mettre fin aux conséquences dramatiques de politiques publiques nationales et locales qui n'ont vu les rythmes scolaires -ou la continuité éducative- que sous le prisme économique : assouplissements des taux d'encadrement, précarité des encadrants, absence de professionnalisation.

La canicule a frappé le sport aussi. Alors qu'il était recommandé de ne pas soumettre les corps aux efforts, nous nous interrogeons sur les conditions du maintien de compétitions (tour de France par exemple, ultra trail du Mont Blanc) ou le maintien des Jeux dans les Alpes en 2030 ? Comment faire appliquer une politique de prévention dans ces conditions ?

Avec les suppressions de crédits à l'apprentissage, la baisse des aides aux salariés demandant à se qualifier, ce sont les possibilités de qualifications professionnelles qui sont fragilisées, ce sont des actions de formation mises en place dans les établissements publics qui sont menacées. Le modèle économique de ces mêmes établissements, dont une partie des salaires reste à leur charge, fait planer des inquiétudes sur les équipes.

La dette affute les ciseaux budgétaires

Les bruits médiatiques sur la préparation du budget ont de quoi nous inquiéter. Dans le paysage du commentaire politique actuel nous savons que nous ne sommes pas prioritaires face à la montée de la dette. Même les « affaires » portées devant les tribunaux ne nous feront pas passer hélas la barre des 1 % du budget ! Pourtant le pays a besoin plus que jamais du service public, en particulier de Jeunesse et Sports pour mettre en œuvre une politique d'éducation tout au long de la vie tant la marchandisation a produit de dégâts.

Les élections professionnelles à venir vont donc se dérouler dans ce contexte. Elles risquent d'être invisibilisées. Au-delà de la consultation de ce CSA sur les modalités de vote, nous interrogeons la DGRH sur la manière dont elle va organiser la campagne de promotion du vote.